

OPINION

Que le vent d'automne efface ce mois d'octobre de nos mémoires

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Octobre 2019 a rendu l'Occident méprisable. Des dé sastres militaires ont forcé les retraits français et américain d'Indochine, alors que le lâchage de nos alliés kurdes dans la guerre contre Daech ne résulte aucunement d'une défaite, mais seulement d'un honteux *underhand dealing* entre MM. Trump et Erdogan, qui confirme malheureusement le désengagement des Américains de la scène mondiale.

America first!

«We won the Cold War», se vantait M. George H.W. Bush, qui a ainsi stimulé la réticence de bien des Américains à s'engager dans des opérations extérieures. Ceux-ci ne voient plus l'intérêt des alliances ni du multilatéralisme. Ils les perçoivent comme des limites à leur souveraineté. Les pertes subies en Somalie, en Afghanistan et en Irak ont renforcé leur aversion à prendre des coups.

M. Clinton a tardé à intervenir en ex-Yougoslavie et il a laissé s'accomplir le génocide au Rwanda. M. George W. Bush a retiré son pays de la Cour pénale internationale, du traité sur les armes contre les missiles balistiques et de la première convention de Kyoto sur le climat. M. Obama est intervenu en Libye, mais pas en Syrie, il a retiré prématurément des troupes d'Afghanistan et d'Irak, au mépris de la sécurité des populations locales.

M. Trump a détérioré les relations avec les alliés et les partenaires étrangers. Il a contesté l'accord sur le nucléaire iranien et il a dénoncé l'accord avec la Russie sur les missiles nucléaires de moyenne portée. Il a revu l'accord commercial avec l'Union européenne (UE), celui avec les autres États américains et celui avec les États du Pacifique. Il restaure la *balance of power* d'avant 1914-1918, qui est la loi du plus fort, des alliances changeantes, la course aux armements, un risque accru de confrontation armée.

Confondant l'immigration, l'islam et le terrorisme, M. Trump ferme le territoire américain aux musulmans. Il les encourage ainsi à passer dans le camp adverse. En érigeant un mur à la frontière mexicaine, il stigmatise sa minorité hispanophone, aujourd'hui plus nombreuse que les Afro-Américains. Il mine le multiculturalisme, il soutient les populistes. Il s'aperçoit l'Alliance atlantique. Il détruit le *soft power* des États-Unis d'Amérique, en ôtant leur crédibilité à leurs valeurs traditionnelles. Sa promesse de 2016, de vaincre les terroristes n'était qu'une fanfaronnade : il n'a comme stratégie que le retrait précipité. Il a rendu le monde beaucoup moins sûr, mais il reste peu probable que ses électeurs s'en rendent compte avant 2020.

L'Amérique lâche les Kurdes de Syrie

Ce n'est pas la première fois que les Américains abandonnent certains de leurs alliés à un sort cruel. Les Sud-Vietnamiens et les Hmong (ou Méos) du Laos, par exemple, en savent quelque chose depuis les années 1970. C'est à présent le tour des Kurdes, malgré leurs 11.000 victimes dans la lutte contre Daech. Les Grand-Ducaux savent qu'il faudrait deux cimetières de Luxembourg-Hamm pour les abriter.

Après avoir obligé les forces démocratiques syriennes (FDS), principalement composées de Kurdes, à démanteler leurs fortifications à la frontière turque, M. Trump a indiqué, le 6 octobre, par téléphone, à M. Erdogan qu'il ne s'opposerait pas à son offensive dans le nord-est syrien. Il a ensuite annoncé, sans concertation, ni avec la coalition mondiale contre Daech, ni au sein de l'OTAN, le retrait de la région d'une cinquantaine de soldats des forces spéciales. Ensuite, cynique et désintéressé, il a replié un millier de soldats vers les régions pétrolières de Syrie. L'armée turque a alors intensifié son offensive. Le 10 octobre 2019, les FDS ont dû conclure un accord avec le régime de Damas et la Russie, pour qu'ils les protègent des Turcs et surtout des troupes auxiliaires d'Erdogan, composées d'islamistes, très revanchards à l'égard des FDS.⁽¹⁾

Réalisant que son retrait a abouti à la libération de nombreux vétérans de Daech, M. Trump a condamné l'offensive turque, puis il a décrété quelques sanctions économiques. Il demande à ses alliés d'en faire autant, ce que refuse le Royaume-Uni, qui argue que la Turquie est membre de l'OTAN.

M. Trump a ainsi renforcé le poids de la Russie, de la Turquie et de l'Iran au Moyen-Orient. Il a mis son pays et l'Europe hors-jeu. Celle-ci, faute d'avoir développé une capacité militaire commune au service d'une politique collective, est réduite, y compris la France, à une position de fournisseur de troupes supplétives aux armées américaines.⁽²⁾

Que fait la France ?

La France ne fait apparemment rien pour les Kurdes, elle se préoccupe de la sécurité des Français, militaires et civils, présents au Levant. Résultat, l'influence qu'elle y avait depuis des siècles s'estompe. Paris reste néanmoins donneur de leçons. Le 7 novembre, M. Le Drian a constaté qu'en ne réagissant guère, le 31 août 2013, à une attaque chimique près de Damas, ni le 14 septembre 2019, au bombardement d'une raffinerie en Arabie Saoudite, ni le 6 octobre 2019, à l'offensive contre les Kurdes, les Américains ont failli à leur devoir.⁽³⁾



Au cours d'un entretien avec *The Economist*, M. Macron a dit l'OTAN en «état de mort cérébrale».⁽⁴⁾ Constatant l'amplification du désengagement américain et l'attitude de M. Trump, qui est incompatible avec la concertation qui doit prévaloir dans une alliance, il a plaidé à nouveau pour l'Europe de la défense. Il estime essentiel que l'Europe se dote d'une autonomie stratégique et de capacités militaires. Selon lui, les Américains assurent la sécurité, mais ils exigent qu'en contrepartie les alliés achètent des systèmes d'armes américains. Il estime que si les Européens n'ont pas conscience de cette situation et ne se ressaisissent pas, le risque est grand, à terme, que géopolitiquement nous disparaissions, ou en tous cas que nous ne soyons plus les maîtres de notre destin.⁽⁵⁾

Que fait l'UE ?

Jusqu'à présent, l'UE est invisible dans le nord-est de la Syrie, mais si M. Borrell tient ses promesses, l'UE aura enfin un digne successeur de Javier Solana. Le 9 novembre, le futur Haut Représentant de l'UE a déclaré que «Les propos du président de la République française reflètent aussi l'urgence, pour l'Europe, d'avancer avec détermination dans le développement de ses propres capacités de défense, afin de pouvoir faire face aux conflits qui la touchent au plus près. (...)

Les États membres de l'UE dans leur ensemble dépendent 1,4% de leur PIB pour la défense, soit quelque 250 milliards d'euros. (...) Le problème, c'est que ces montants sont mal dépensés, éparpillés, sans économies d'échelle, avec une multiplication des équipements qui sont en concurrence les uns avec les autres. Il ne peut y avoir de défense européenne, ni de volonté stratégique, sans capacité industrielle européenne. (Il manque une) vision partagée du monde et de ses risques. (...) Les États membres n'ont pas une même approche stratégique du monde, en fonction notamment de leur histoire. Il faut bâtir cette culture stratégique commune vis-à-vis de risques qui sont communs. Le Sahel est-il un risque pour les Lituanais? Oui, mais ce sont les pays du Sud qui le perçoivent comme tel. La Syrie? C'est un risque pour tous, mais nous avons été incapables d'y opposer une quelconque réponse et nous avons subi les conséquences de cette crise dans notre voisinage immédiat. (...) Mes priorités seront les Balkans, (les) frontières est – il faut aider l'Ukraine – et la menace terroriste islamiste, une bataille qui n'est pas gagnée, comme la France le constate au Sahel. La situation dans certains pays d'Amérique latine doit être un autre de nos soucis.»⁽⁶⁾

Au Sahel, l'Occident va vers l'échec !⁽⁷⁾

La France, l'Europe, l'Occident, l'ONU, doivent repenser d'urgence leur action en cours au Sahel, pour ne pas devoir s'exfiltrer un jour, comme les Américains ont dû le faire à Saïgon. Après plus de cinq années de guerre, les djihadistes se renforcent, ils ont l'initiative, ils choisissent le moment, le lieu et la forme des affrontements. Les forces nationales et internationales qui les combattent ne maîtrisent plus la situation. L'opération Barkhane est dans l'impasse.⁽⁸⁾ Sa présence est mal perçue. Les militaires français sont très efficaces, mais ils ne perçoivent plus où leurs responsabilités politiques les conduisent. Ils constatent quotidiennement l'inadéquation entre le niveau d'ambition des politiques et les moyens disponibles.

Les populations et les forces de sécurité sahéliennes subissent la violence inouïe et sans fin, la corruption, l'inefficacité et l'irresponsabilité des gouvernements locaux. Les villageois doivent leur sécurité précaire à des milices locales. La paix au Sahel dépend des pays qui le composent, mais comment mettre leur gouvernance à niveau, sur les plans politique, sécuritaire, économique et social? La lutte contre la corruption et contre la mal-gouvernance doit faire émerger une classe politique responsable, mais même l'Europe peine à y arriver. Une aide aux forces locales, en formation, en équipement, en moyens de transport, en soutien logistique et en renseignements reste indispensable. L'armée, la police et l'administration territoriale doivent être appuyées pour pouvoir reprendre leur place et jouer leur rôle. L'économie doit être relancée. La valeur créée doit être redistribuée et non accaparée par quelques-uns. Sinon, il n'y aura pas de

reconquête du Sahel et le terrorisme islamiste aura une base solide pour attaquer l'Europe. Celle-ci, à cause de ses divisions et de son inefficace méthode intergouvernementale, manque dramatiquement des capacités militaires et sécuritaires nécessaires pour affronter cette menace.

Le désaccord franco-allemand, une des faiblesses de l'UE

Le Brexit empoisonne la vie politique et l'activité économique depuis 2016, mais la mésentente entre la France et l'Allemagne est encore plus pernicieuse, car ces deux États se présentent fallacieusement comme le couple moteur de l'intégration européenne. En réalité, leurs désaccords se multiplient et se creusent. Si de Gaulle et Adenauer, puis Mitterrand et Kohl, ont pu réaliser notamment le marché commun et la monnaie unique, les autres présidents et chanceliers ont surtout été des communicateurs, habiles à camoufler leur manque d'unité de vue ou leur insuffisance de succès.

Mi-octobre dernier, Paris et Berlin se réjouissaient d'avancées, au niveau des gouvernements,⁽⁹⁾ sur le système de combat aérien du futur (SCAF) et sur le système de combat terrestre du futur (*Main Ground Combat System* - MGCS), ainsi que sur les exportations d'armes. Ils ont prévu de notifier, dès janvier 2020, les contrats de recherche et développement technologique du SCAF. Celui qui porte sur un démonstrateur de l'avion est attribué à Dassault Aviation et à Airbus. Pour 150 millions €, il devrait voler en 2026. La propulsion sera partagée entre les motoristes Safran et MTU.

Un contrat sur l'étude d'architecture système du MGCS devrait être signé début 2020, avec KNDS (qui groupe Nexter et Krauss-Maffei Wegmann) comme maître d'œuvre et Rheinmetall comme fournisseur.⁽¹⁰⁾

L'accord respecte la souveraineté de chaque État en matière d'exportation d'armements pour les programmes développés en commun, ainsi que pour les équipements et composants allemands intégrés aux systèmes d'armes français. L'accord de l'autre pays pour exporter devrait être donné automatiquement, sans restrictions à l'exportation, en dessous du seuil de 20% de fournitures d'un pays dans un programme de l'autre pays, quelle que soit la destination de l'équipement militaire.⁽¹¹⁾

Toutefois, une annexe contient une très longue liste de produits exclus de l'accord, sauf dans le cadre du SCAF et du MGCS. Elle mentionne les fusils, les mitrailleuses, les pistolets-mitrailleurs, les fusils entièrement automatiques, les canons, obusiers, mortiers et autres pièces d'artillerie, les armes antichars, les lanceurs de projectiles létaux, les canons sans recul, les armes à canon lisse, les munitions destinées aux armes précitées, les charges propulsives ou fusées indépendantes, les bombes, les torpilles, les grenades, les roquettes, les mines, les missiles, les charges sous-marines, les têtes explosives et autodirectrices, les systèmes de propulsion destinés aux armes précitées, les châssis et les tourelles spécialement conçus pour les chars de combat, les moteurs pour la propulsion d'aéronefs et les cellules d'avions de combat, soit une grande partie des fournitures de Nexter, Arqus, MBDA, Dassault Aviation, Safran et Thales. Il est clair que MBDA ne pourra pas exporter le missile air-air Meteor vers l'Arabie saoudite, même s'il ne joue aucun rôle dans la guerre au Yémen,⁽¹²⁾ et que le consortium qui développe le Tempest, le concurrent du SCAF, se frotte les mains.

Cela confirme que la défense européenne ne se construira pas sur une base franco-allemande.

Les Alliés. Quels alliés? Des protectorats...⁽¹³⁾

A force de proclamer *America first!*, M. Trump ne peut plus compter sur le dévouement des alliés. Il le sait, c'est pourquoi il utilise la contrainte, notamment pour les questions commerciales, en particulier pour les achats d'équipements militaires. Le Canada a récemment été sommé de choisir l'avion F-35, sous peine de ne plus voir son immense espace aérien être protégé par le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord.⁽¹⁴⁾ En Europe, c'est le maintien de la dissuasion nucléaire qui est invoqué pour justifier l'achat de cet appareil. Ceux des Européens qui se croient protégés par l'OTAN, c'est-à-dire par les États-Unis d'Amérique, devraient se poser la question de savoir si cette garantie de sécurité est toujours fiable et si son coût reste supportable. Ils devraient prioritairement unir l'Europe pour qu'elle puisse assurer notre sécurité et notre défense, de préférence dans le cadre d'une alliance enfin équilibrée. En effet, la défense européenne dans le cadre de l'UE est au point mort, même si le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) a le vent en poupe!

C'est ce que constate le projet de rapport au Parlement européen n° 2019/2135(INI) «sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune», du 21 octobre. Résumons 15 pages de jargon en quatre lignes : il note que l'UE est présente sur trois continents, ou sont déployées dix missions civiles et six militaires, dont il faudrait «accroître l'efficacité», «les processus de prise de décision et de mise en place» étant trop longs; il demande «l'adaptation des structures et des procédures (pour) déployer les missions de manière plus rapide, plus souple et plus cohérente». Quel aveu de faiblesse!

L'Europe a besoin d'être une puissance politique, économique et militaire, non pas pour affronter les autres puissances, mais pour engager le dialogue avec elles sur un pied d'égalité.

M^{me} von der Leyen le dit également : «Le *soft power* seul ne suffit plus aujourd'hui si nous, Européens, voulons nous affirmer dans le monde. L'Europe doit aussi «apprendre le langage de la force».⁽¹⁵⁾ Cela impose de sortir des carcans que sont l'UE et l'OTAN. *Think out of the box!* C'est ce que nous avons fait, notamment en 2005, pour aboutir à la création du Collège européen de sécurité et de défense (CESD). Réjouissons-nous de ce que son budget devrait croître à nouveau en 2020, et atteindre 1,893 milliards €, soit une augmentation de 36% ou 400.000 €. Il était de 630.000 euros en 2016.⁽¹⁶⁾ Voir un budget tripler en cinq ans est inhabituel, mais cette augmentation ne représente que moins d'un demi-eurocent par Européen. Le budget du CESD, c'est moins de 4 eurocents par Européen et par an. C'est insuffisant pour former les cadres d'une armée européenne.

Depuis 2005, la faiblesse de l'Union européenne (UE) facilite la montée des périls dans notre voisinage. Si ses 28 États membres comptent encore un million et demi de militaires, bien peu sont utilisables en opérations extérieures, malgré un effort collectif de défense de 250 milliards € en 2019 selon M. Borrell. L'Europe dépense entre un tiers et un quart du budget de défense américain mais génère bien moins d'un dixième des capacités militaires américaines. Il en va de même pour l'antiterrorisme.

Pour une constitution fédérale des États-Unis d'Europe

Augmenter l'efficacité de nos dépenses de défense requiert l'application du premier principe de l'art militaire : l'unité de commandement politico-militaire. L'Europe a besoin d'une fédération, des États-Unis d'Europe (EUE). Ceux-ci doivent nécessairement commencer par grouper des petits États, les moins souverains, car ils sont membres de l'OTAN, de l'UE et de la zone €. Un petit noyau motivé, mais extensible, renforcera progressivement une Alliance atlantique déséquilibrée depuis 1949 de façon flagrante; il réduira parallèlement notre dépendance par rapport aux Américains et nous permettra de mieux affronter les défis du XXI^e siècle. Tout Européen conscient de sa citoyenneté devrait le vouloir et travailler à l'avènement des EUE. J'espère pouvoir dans un prochain article vous présenter un avant-projet de constitution fédérale des États-Unis d'Europe, rédigé par un groupe de travail constitué par la S€D.

1) Voir <https://edition.cnn.com/2019/10/12/politics/syrian-kurds-us-turkey-military-operation/index.html>.

2) Voir *Le Monde* du 22/10/2019, p. 26. Bernard Bajolet, qui fut directeur général de la Sécurité extérieure (DGSE) française d'avril 2013 à mai 2017, y a dénoncé le lâchage des Kurdes et l'impuissance de la France et de l'Europe, par manque d'autonomie opérationnelle.

3) Michel Cabirol, «Syrie : «Les Américains ont renoncé à assurer la sécurité collective» (Jean-Yves Le Drian)» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/international/syrie-les-americains-ont-renonce-a-assurer-la-securite-collective-jean-yves-le-drian-831238.html>, 22/10/2019.

4) Voir AFP, «Pour Emmanuel Macron, l'OTAN est en état de «mort cérébrale»» in *Le Figaro*, https://amp.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107_7/11/2019.

5) M^{me} Merkel juge excessifs les propos de M. Macron, bien qu'elle reconnaisse que l'OTAN a des problèmes et que nous devons nous ressaisir. Voir AFP, «Otan: Angela Merkel ne partage pas la vision «radicale» de Macron» in *Le Figaro*, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/otan-angela-merkel-ne-partage-pas-la-vision-radicale-de-macron-20191107_7/11/2019.

6) Sylvie Kauffmann, Sandrine Morel et Jean-Pierre Stroobants, «Josep Borrell : «La désunion nous paralyse»» in *Le Monde*, 9/11/2019, p. 2.

7) Voir Bruno Clément-Bollée, «La France doit repenser sa stratégie au Sahel» in *Le Monde*, 5/11/2019, p. 26.

8) Nos parlementaires savent ce que coûtent, en euros et en vies humaines, les interventions des armées nationales sous drapeau de l'OTAN, de l'UE ou dans le cadre de coalitions ad hoc, mais percevons-nous ce qu'elles apportent à notre sécurité? L'UE est en Bosnie depuis 1992. L'OTAN est en Afghanistan depuis 2001. Peut-on dire que ce sont des succès? Que penser du résultat à long terme des actions européennes au Kosovo, en Somalie, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire et à Aceh?

9) Reste à savoir ce que va en faire le Bundestag, où les industriels allemands ont leurs relais.

10) Voir Ulrich Friese, Christian Schubert, «Nukleus für einen europäischen Panzerkonzern» in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/kompromiss-ueber-deutsch-franzoesischen-panzer-in-sicht-16431398.html>, 14. Oktober 2019.

11) Voir Michel Cabirol, «Armement : accord entre Paris et Berlin sur le SCAF, le MGCS et les exportations d'armes» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/armement-accord-entre-paris-et-berlin-sur-le-scaf-le-mgcs-et-les-exportations-d-armes-830833.html>, 16 octobre 2019.

12) Michel Cabirol, «L'accord sur le contrôle des exportations d'armes a été mis en vigueur par Berlin et Paris» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/l-accord-sur-le-contrôle-des-exportations-d-armes-a-ete-mis-en-vigueur-par-berlin-et-paris-831859.html>, 31 octobre 2019.

13) North American Aerospace Defense Command – NORAD.

14) Voir Ursula von der Leyen, «Europa muss auch die Sprache der Macht lernen» in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/rede-von-ursula-von-der-leyen-europa-muss-auch-die-sprache-der-macht-lernen-16475803.html>, 8. November 2019.

15) Voir Bruxelles2, «Carnet 08/11/2019», <https://club.bruxelles2.eu/2019/11/carnet-08-11-2019-confidentiels-cops-pret-de-la-bei-a-la-turquie-budget-esdc-operations-missions-onu-darfour-sahara-et-soudan-defense-budget-defense-pays-bas-dip-lomatie-irak-deplorabl/>, 8 novembre 2019.